

Professeur de lycée giflé ou la décomposition française

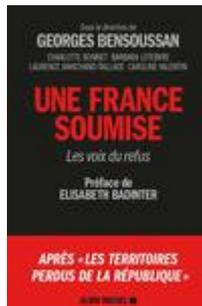


- Crédits photo : Figaro

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe>) | Par Barbara Lefebvre (#figp-author)

Publié le 18/10/2017 à 12h30

FIGAROVOX/TRIBUNE - Une enseignante a été giflée par un élève dans un lycée professionnel de Gagny, mardi 10 octobre. La scène, filmée par un élève, a été diffusée sur les réseaux sociaux. Barbara Lefebvre, qui a enseigné en banlieue, revient sur cette agression.



- Crédits
photo : Le
Figaro

Barbara Lefebvre est enseignante et co-auteur de **les territoires perdus de la République** (https://livre.fnac.com/a8091942/Emmanuel-Brenner-Les-territoires-perdus-de-la-Republique?oref=00000000-0000-0000-0000-000000000000&Origin=SEA_GOOGLE_PLA_BOOKS&ctrans=1&ploc=9056133&plid=&p)

334423866228%3Apla-286057520082)(Pluriel, 2002-2015) et **Une France soumise**
(http://www.albin-michel.fr/ouvrages/une-france-soumise-9782226396068)(Albin Michel, 2017)

Il y a quelques jours, dans un lycée professionnel de Gagny, une enseignante était molestée par un élève qui, l'ayant acculée contre le tableau, lui avait asséné une gifle, pendant qu'un autre filmait et que des rires gras résonnaient dans la classe, constituant la désolante bande-son de cette courte vidéo.

Cet événement aurait dû rester inconnu de tous, comme tant d'autres violences physiques et psychologiques déployées dans nos établissements de l'école élémentaire au lycée.

Les experts en violences scolaires expliqueront qu'il s'agit d'un fait marginal, que les médias focalisent sur ces actes isolés à des fins idéologiques indignes de la noble mission de l'Ecole.

Bien sûr, des experts en violences scolaires expliqueront qu'il s'agit d'un fait marginal, que les médias - et les néo réacs qui gangrènent la société - focalisent sur ces actes isolés à des fins idéologiques indignes de la noble mission de l'école de la République.

Ces experts sont formels: il ne faut surtout pas répondre à la violence scolaire par un «discours sécuritaire». Tout est pédagogie, médiation, travail sur soi... Il paraît en effet que l'immense majorité des élèves sont heureux d'aller à l'école. Circulez.

Quant à ces vieux barbons de profs qui témoignent quasi unanimement, dans les enquêtes de ces mêmes experts, d'un climat scolaire de plus en plus dégradé, il faut leur faire admettre que tout cela ne relève en rien de la crise de l'éducation dont Hannah Arendt avait analysée les contours dès 1954.

Encore et toujours, c'est la «violence institutionnelle» qui est tenue pour responsable de la crise de l'éducation, c'est la structure bureaucratique et pyramidale de notre Ecole qui génère ces dysfonctionnements créateurs de violences... Les élèves, l'éducation familiale n'y sont pour rien, ce sont des victimes du système, eux aussi. Circulez.

Les transformations culturelles subies par l'Homo democraticus postmoderne atomisé par la mondialisation et la métropolisation n'ont rien à voir là-dedans non plus.

Le lycéen qui se croit autorisé à frapper son enseignante (l'aurait-il fait s'il s'était agi d'un enseignant ...) révèle

Le lycéen qui se croit autorisé à frapper son enseignante révèle l'état de déréliction du corps social où toutes formes d'autorité et de hiérarchie ont été déconstruites par le gauchisme de salon.

l'état de déréliction du corps social où toutes formes d'autorité légitime et de hiérarchie ont été déconstruites avec minutie et délectation par le gauchisme de salon depuis cinquante ans.

On ne dira jamais à quel point l'acculturation qui sévit dans notre société a été l'arme de destruction massive de nos civilités et de notre morale civique. Sur ce désert culturel ont poussé des plantes toxiques. Cette acculturation s'est traduite depuis presque trois décennies par une montée ininterrompue des violences dans l'école (et logiquement au-delà).

Violences entre élèves, violences envers les adultes. Certaines de ces violences trouvent leur origine et leur expression dès la petite enfance. Mais le déni continue. Le réel est réduit à rien ou presque rien, il est donc le signe du Rien.

Les enseignants démissionnent en plus grand nombre chaque année, la plupart d'entre eux n'iront plus au bout de leur carrière et se réorientent au bout de dix ou vingt ans, alors qu'ils devaient tenir presque quarante ans ; on baisse le niveau des concours pour recruter. Mais tout va bien! C'est pourtant le déracinement de tout ce qui bâtit une culture commune qui a lentement mais sûrement conduit à une dégradation généralisée du climat scolaire dans nos écoles.

Sans la littérature française d'abord, la rigueur d'une syntaxe et d'une grammaire appuyée sur l'enseignement des lettres classiques ensuite, sans l'histoire enfin, il n'y a pas d'identité commune sur quoi fonder une cohésion sociétale a minima.

Les quartiers de l'éducation prioritaire sont loin d'être les seuls concernés par les ravages de l'acculturation et des violences induites. Presque partout, on cherche à y échapper.

Les quartiers de l'éducation prioritaire sont loin d'être les seuls concernés par les ravages de l'acculturation et des violences induites. Presque partout, on cherche à y échapper en évitant telle école, tel collège, tel lycée. A Paris même, à quelques rues d'écart, une école peut être désertée au profit d'une autre.

Les stratégies parentales sont toujours plus complexes. Ces stratégies d'évitement ne sont pas la cause du problème, comme l'ancienne ministre de l'Education le faisait croire en culpabilisant les familles, elles sont la conséquence de la dégradation de notre école publique.

Combien ai-je entendu de parents d'élèves regretter devoir inscrire leur enfant dans le privé, ou le faire domicilier à dix kilomètres du domicile familial s'obligeant chaque jour à d'épuisants trajets. Ils estimaient que l'Education nationale n'était plus en mesure d'assurer la sécurité de leur enfant ou proposer un niveau d'instruction suffisant.

Ce déracinement culturel a commencé sous la présidence Giscard d'Estaing, le président jeune et moderne, passionné d'Europe et d'ultralibéralisme. Avec lui, ce fut le collègue unique: une massification scolaire qui ne rima jamais avec la véritable démocratisation promise. Sous Giscard, les idéologues du pédagogisme furent promus «experts de l'éducation», ils ont ainsi occupé tous les postes clés, de la formation enseignante à la rédaction des programmes et aux instructions qui les accompagnaient.

Les décennies mitterrandienne puis chiraquienne auront été leur âge d'or, culminant avec le tunnel des ministères Jospin-Lang-Allègre-Bayrou de 1988 à 2002. La droite ne fut pas plus au rendez-vous: hier comme aujourd'hui, l'éducation est un non sujet pour elle. C'est sans doute pourquoi Xavier Darcos a dû souffrir rue de Grenelle, car pour lui c'était «le» sujet.

La droite ne connaît qu'une solution aux problèmes de l'école: donner aveuglément toujours plus d'autonomie aux établissements, encourager l'Ecole privée, réduire les effectifs (sauf pour les ZEP qui continuent de bénéficier d'une politique de discrimination positive ruineuse pour les contribuables et sans efficacité pour les publics concernés).

Le ministère a été contraint de s'exprimer sur l'affaire de Gagny. Cela a été fait sobrement, inutile de faire de grands discours. L'Education nationale a dû réagir depuis le sommet de la hiérarchie uniquement parce que le cas a été révélé par la mise en ligne de cette vidéo sordide sur Snapchat et Twitter, véritables poubelles de la sociabilité postmoderne.

Mais hélas cet événement n'a rien de surprenant. Ce lycée «qu'il ne faut pas stigmatiser» comme l'institution s'évertue à le clamer, avait déjà défrayé la chronique en 2009 quand une vingtaine d'inconnus cagoulés, armés de barres de fer et de couteaux avaient fait intrusion dans l'établissement. Une douzaine d'élèves avaient été blessés lors de la rixe et une enseignante avait été légèrement blessée avec une arme blanche.

On avait lu, déjà, que ce lycée était formidable, sans histoire, que personne ne comprenait ce qui s'était passé. Des enseignants insultés, physiquement menacés, ce n'est ni rare, ni méconnu de l'institution scolaire. Des élèves harcelés, qui vont en cours la peur au ventre car leurs agresseurs sont dans l'impunité totale, depuis longtemps voire toujours, ce n'est ni rare, ni méconnu.

Quand un enseignant a « des problèmes pour gérer sa classe » comme on dit pudiquement, il trouve rarement du soutien auprès du chef d'établissement : «pas de vague».

Combien d'élèves dissimulent à leur entourage qu'ils vivent un cauchemar entre ces murs? Jusqu'au matin où ils ne peuvent plus se lever, écrasés par des douleurs psychosomatiques ou des crises de panique.

Combien d'enseignants gardent pour eux ces violences intra-muros? Certains de nos collègues, par discrétion, par honte, par peur du jugement de leurs pairs, ont décidé que les murs de leur classe serviraient aussi à enfermer leur secret.

Quand un enseignant a «des problèmes pour gérer sa classe» comme on dit pudiquement, il trouve rarement du soutien auprès du chef d'établissement qui a, en général, reçu pour consigne (implicite ou non) du rectorat ou de l'inspection académique le fameux «pas de vague».

Le soutien est plus fréquent auprès des collègues, mais il en est toujours pour accabler l'enseignant en difficulté en lui reprochant d'en faire trop, de vouloir trop bien faire...

Ainsi, cette enseignante qui avait confisqué le téléphone portable (raison pour laquelle le lycéen lui aurait asséné la violente gifle) a fait preuve d'autorité, elle voulait incarner le respect de la règle commune. Certains enseignants penseront qu'elle aurait dû fermer les yeux, laisser l'élève envoyer ses textos tranquillement ou supporter la sonnerie intempestive de cet objet qui devrait être interdit dans tous les établissements.

Il y a encore une décennie, des millions d'élèves allaient à l'école sans posséder de téléphone. Des millions de parents pouvaient supporter l'idée que leur enfant ne serait pas traçable pendant les sept ou huit heures où ils l'avaient confié à l'institution scolaire! Cet objet est devenu une obligation sociale, une addiction généralisée qui invente des sociabilités, permet les délations, encourage tout à la fois le voyeurisme et le flicage.

Le smartphone n'a pourtant rien à faire dans l'espace scolaire. Et cette enseignante a eu raison de le confisquer à l'élève.

En cherchant à faire respecter la règle, cette enseignante a osé faire ce que tant d'autres ne font plus, soit qu'ils sont accablés par la tâche, soit qu'ils sont devenus les complices des élèves.

C'est aussi par cet objet que son agression fut connue. Peut-être a-t-elle vécu cette publicité comme une humiliation? Mais en cherchant à faire respecter la règle et aussi une forme de common decency, elle a osé faire ce que tant d'autres ne font plus, soit qu'ils sont accablés par la tâche, soit qu'ils sont devenus les complices des élèves qu'ils considèrent comme leurs égaux.

Pour ces enseignants-là, l'acte d'éduquer ne relève plus d'aucune forme de verticalité, ne répond plus à aucun ordre hiérarchique.

Cette horizontalité pédagogique qu'on a cherché à imposer depuis plusieurs décennies ce n'est pas le calme plat, la paix perpétuelle de l'illusion égalitaire. C'est au contraire la mise en équivalence de toutes les passions, de toutes les impulsivités, de toutes les revendications individuelles au nom d'un «droit à» auquel personne ne veut déroger au profit du bien commun.

La passion de l'égalité en oubliant la transmission d'une culture exigeante pour tous aura décidément conduit l'Ecole de la République dans l'impasse.



Barbara Lefebvre
